

LISTE DES PUBLICATIONS / VERÖFFENTLICHUNGEN

I- MONOGRAPHIE

2. *Einführung in das französische Recht* (avec Ph. Cossalter), C. H. Beck 2024, coll. Jus Schriftenreihe, vol. 211 (414 pages).
1. *Le transfert conventionnel de propriété – Essai sur le mécanisme translatif à la lumière des droits français et allemand*, thèse de doctorat, Bibliothèque de droit privé t. 555, LGDJ 2014.

II- ARTICLES / AUFSÄTZE

A- EN LANGUE ALLEMANDE (ALLEMAGNE ET AUTRICHE) / IN DEUTSCHER SPRACHE (DEUTSCHLAND UND ÖSTERREICH)

6. „Gibt es ein Recht auf Kultur?“, in: Die Notlage Kulturschaffender in der Pandemie aus rechtspolitischer und rechtswissenschaftlicher Perspektive“ in: D. Brodowski, J. Nesselhauf et Fl. Weber (dir.), *Pandemisches Virus – nationales Handeln*, Springer 2022, p. 291 et s.
5. „Grundsätze des neuen französischen Leistungsstörungsrechts“, in: Fl. Bien (dir.), *22. Würzburger Europarechtstage zur Reform des französischen Schuldrechts*, Mohr-Siebeck 2018, p. 165 et s.
4. „Die Haftung für Verkehrsunfälle nach französischem Zivilrecht“, *Zeitschrift für Verkehrsrecht* 2016, p. 429 et s.
3. „Akademische Entwürfe zur Reform des französischen Schadenersatzrechts“, *Juristische Blätter* 2016, p. 549 et s.
2. „Zum Verhältnis zwischen Grundbuchfunktionen und Leitprinzipien des Sachenrechts – Eine Darstellung am Beispiele des französischen Rechts“, in: A. Wudarski (Hrsg.), *Das Grundbuch im Europa des 21. Jahrhunderts*, Duncker & Humblot 2016, p. 617 et s.
1. „'Asset partitioning' beyond corporate law - Eine Studie zur Handlungsform des Einzelunternehmers mit beschränkter Haftung“ (avec J. W. FLUME), *Zeitschrift für europäisches Privatrecht* 2012/1, p. 128 et s.

B- EN LANGUE FRANÇAISE / IN FRANZÖSISCHER SPRACHE

24. « La proportionnalité : du contrôle au principe ? », in: L. Leveneur, Cl.-M. Pégliion-Zika et A. Touzain, *Les métamorphoses du droit civil*, éd. Panthéon-Assas, coll. "Pensée contemporaine", 2024, p. 51 et s.
23. « La loi n° 2018-1244 du 27 décembre 2018 à l'épreuve des principes juridiques et de la réalité sociologique : constats et propositions », *La Semaine Juridique*, 12 mai 2023, n°19 (Dossier sur l'indivision et les problématiques foncières en outre-mer), *JCP N* 2023/19, p. 31 et s.
22. « Exploiter les ressources du droit des biens au service de l'environnement », in: *Énergie – Environnement-Infrastructure, l'appréhension de l'environnement par le droit privé*, EEI 2022, les revues Lexisnexis.

21. « Du symbole à l'audace : les propositions de la commission famille du 118^e congrès des notaires de France », JCP N 2022, 10010.
20. « La fiducie en Allemagne et en Autriche : confiance et pragmatisme plutôt que méfiance et dogmatisme », JCP N 2022/44, p. 47 et s.
19. « Le droit des obligations est-il la meilleure introduction au droit ? », in G. Viney, P. Jourdain et B. Lecourt (dir.), *Mélanges en mémoire du Professeur Suzanne Carval*, IRJS André Tunc, 2021, p. 315 et s.
18. « La responsabilité civile du notaire comme curseur des enjeux contemporains de la profession », in : J. Dubarry et A. Hyde, *La responsabilité civile des professionnels du droit*, Revue Lamy Droit civil, 2020/179.
17. « Acquisition indivise d'un immeuble soumis au régime de la copropriété en séparation de biens : quelle répartition des charges ? », RJPF 2020-11.
16. « Le droit des biens et l'article 716 du code civil », Revue de droit d'Assas 2020/20, p. 122 et s.
15. « Prendre la Constitution au sérieux – Regard franco-allemand sur l'enchevêtrement des discours juridique et politique au prisme de la proportionnalité », D. 2020, p. 1525 et s.
14. « Du droit allemand en droit français : les difficultés du régime matrimonial optionnel de participation aux acquêts », RJPF numéro spécial décembre 2019, colloque *L'étranger dans le contentieux familial*, p. 26 et s.
13. « L'hypothèse de la norme jurisprudentielle », in J.-Fr. Césaro et A. Martinon, *Mélanges en l'honneur du Professeur Bernard Tejssié*, Lexisnexis 2019, p. 761 et s.
12. « Modernisation de la publicité foncière : un retour vers le futur ? », Solution Notaires 2019/5, p. 16 et s.
11. « Les résonnances contemporaines du discours d'Ortolan », rapport de synthèse du colloque *Joseph Louis Elzéar Ortolan : juriste toulonnais, français et européen* (Toulon, 16/17 nov. 2017), Rev. hist. fac. droit 2018/38, p. 499 et s.
10. « Du pouvoir de disposer de la chose d'autrui en droit civil français. Variations sur un thème du droit de la vente », in *Mélanges en l'honneur du Professeur Claude Witcz*, Lexisnexis 2018, p. 279 et s.
9. « Le droit réel de jouissance spéciale et la copropriété » (avec V. Streiff), in J. Dubarry, *Osez les droits réels de jouissance spéciale*, Revue Actes pratiques et ingénierie immobilière 2018/3, p. 33 et s.
8. « Les conséquences de la consécration du droit réel de jouissance spéciale en droit des servitudes », in J. Dubarry, *Osez les droits réels de jouissance spéciale*, Revue Actes pratiques et ingénierie immobilière 2018/3, p. 28 et s.
7. « L'avènement du droit réel de jouissance spéciale », in J. Dubarry, *Osez les droits réels de jouissance spéciale*, Revue Actes pratiques et ingénierie immobilière 2018/3, p. 7 et s.
6. « Le style des conclusions en matière civile », Dossier sur les grandes conclusions du Parquet général de la Cour de cassation de 1790 à nos jours, Journal spécial des sociétés, 2017/70, p. 11 et s.
5. « Le régime du droit réel de jouissance spéciale », Revue Notaires Vie professionnelle (NVP), n° 324, (mai-juin 2017), p. 16 et s.
4. « Les pénalistes parlent-ils la même langue que les civilistes ? – Regards croisés sur la chose et le bien », in : S. Guinchard, Fr. Ferrand et D. Rebut, *Entre tradition et modernité : le droit pénal en contrepoint*, Mélanges en l'honneur du Professeur Yves Mayaud, Dalloz 2017, p. 167 et s.
3. « L'éviction du contrat de travail pour l'artiste amateur : un horizon chimérique ? », D. 2016, p. 794 et s.
2. « L'illusion allemande d'un droit des biens autonome », in : L. Andreu (dir.), *Liberté contractuelle et droits réels*, coll. Colloques & Essais, LGDJ/Inst. Univ. Varenne, coll. „Colloques et Essais“ 2015, Vol. 16, p. 29 et s.

1. « Patrimoine + Publicité = Responsabilité limitée. Une démystification de l'EIRL » (avec J. W. FLUME), *Revue Lamy Droit civil* 2011/85, p. 59 et s.

III- COMMENTAIRES / ANMERKUNGEN

A- JURISPRUDENCE GÉNÉRALE / ENTSCHEIDUNGSANMERKUNGEN

35. « Baux commerciaux et Covid-19 : un éclairage de droit allemand sur le principe et la mise en œuvre de la révision des loyers pour imprévision », note sous BGH (Cour fédérale de justice allemande), 12^e ch. civ., 12 janv. 2022, XII ZR 8/21, publié au Bulletin des arrêts de la Cour fédérale (BGHZ), RDC 2022, n° RDC 200z8
34. « Guerre et pandémie : l'article 1195 du code civil et la « résiliation-réfaction », note sous T. com. Paris, 14 déc. 2022, *SAS Saloni France c. SAS Nexity Logement*, RG n° 2022033136, D. 2023, p. 5
33. « Pourvoi en cassation : conséquence procédurale d'un revirement normatif », obs. sous Cass. Ass. plén., 2 avr. 2021, n° 19-18814, GPL juin 2021 n°421r5.
32. « Le cheval qui défait les juges sur sa garde », note sous Cass. civ. 2^{ème} 16 juillet 2020, n° 19-14678, GPL 2020, n°388s5, p. 30 et s.
31. « Comment cantonner le domaine des droits réels de jouissance spéciale pour préserver celui des autres droits réels ? », note sous Cass. civ. 3^{ème} 6 juin 2019, n° 18-14547, D. 2019, p. 1689 et s.
30. « Deux hommes et un trésor : cherchez l'inventeur ! », obs. sous CA Orléans, 1^{er} juillet 2019, RG n°17/03292, JCP N 2019, 723, p. 5 et s.
29. « Et si le testament-partage était un testament (presque) comme un autre ? », note sous Cass. civ. 1^{ère} 5 décembre 2018, n°17-17493, JCP N 2019, 1132, p. 32 et s.
28. « Une note d'urbanisme lacunaire n'excuse pas le notaire d'ignorer un arrêté préfectoral publié ! », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 14 février 2018, n°16-27263, JCP G 2018, 272 & JCP A 2018, 280
27. « L'ambivalence de la publicité foncière française s'accommode-t-elle d'une affirmation péremptoire sur la responsabilité du service qui en modifie les mentions ? », note sous Cass. civ. 3^{ème} 18 octobre 2018, n°17-26734, D. 2018, p. 2468 et s.
26. « Fallait-il lire les promesses d'embauche au prisme du nouveau droit commun des contrats ? », (avec B. Bauduin) note sous Cass. soc. 21 septembre 2017, n°16-20103 et n°16-20104 (2 arrêts), D. 2017 p. 2289 et s.
25. « Empiètement et proportionnalité : point d'équilibre ou de rupture ? », obs. sous Cass. civ. 3^{ème} 10 novembre 2016, n°15-25113 et n°15-19561, JCP G 2016, 1271
24. « *Vade-mecum* du droit réel de jouissance spéciale » (avec V. Streiff), note sous Cass. civ. 3^{ème} 8 septembre 2016, *Maison de Poésie II*, n°14-26953, JCP N 2016, 1294
23. „Das Schicksal des eigenen Lebens in fremden Händen“, note sous CEDH 5 juin 2015, *Lambert c. France*, Req. n°46043/14, Zeitschrift für europäisches Privatrecht 2016, p. 736 et s.
22. « L'assignation, fait générateur de la créance de contribution à la dette ? », obs. sous Cass. com. 13 octobre 2015, n°14-10664, AJCA 2015, p. 519 et s.
21. « Le respect du droit moral d'un auteur disparu peut-il justifier une atteinte à la liberté du metteur en scène ? », note sous CA Paris (pôle 5 ch. 1) 13 octobre 2015, *Bernanos c. Tcherniakov et al.*, RG n°14/08900, D. 2015, p. 2548 et s.

20. « La dénonciation de la promesse unilatérale devant le juge administratif : pas d'exécution forcée ! », obs. sous CE 2 avril 2015, *Cne de Case-Pilote*, n°364539, AJCA 2015/6, p. 320 et s.
19. « L'application dans le temps de la contrainte pénale », obs. sous Cass. crim. 14 avril 2006, n°14-84473 et 15-80858, JCP G 2015, 497
18. « Précisions sur le droit de jouissance spéciale », note (avec M. JULIENNE) sous Cass. civ. 1^{ère} 28 janvier 2015, n°14-10013, JCP N 2015, 1083
17. « Le mariage pour tous au nom de l'ordre public international de proximité ! », note sous Cass. civ. 1^{ère} 28 janvier 2015, n°13-50059, RJPF 2015/2, p. 20
16. « Force majeure et troubles du voisinage : une tempête dans un verre d'eau ? », (avec Ch. DUBOIS), note sous Cass. civ. 3^{ème} 10 décembre 2014, n°12-26361, D. 2015, p. 362 et s.
15. « Une école privée peut interdire aux parents le port d'un signe religieux dans son enceinte », obs. sous TGI Tarbes ord. réf. 23 décembre 2014, RG n°14/00278, JCP G 2015, 25
14. « Clause compromissoire, ensemble contractuel et fondement de la demande : retour aux racines civiles de l'arbitrage », note sous Cass. civ. 1^{ère} 9 juillet 2014, n°13-17495, AJCA 2014, p. 329 et s.
13. « Hiérarchiser n'est pas choisir : du bon usage de l'option entre actions estimatoire et réhabilitoire en présence d'un vice caché », note sous Cass. civ. 3^{ème} 25 juin 2014, n°13-17254, JCP G 2014, 1035
12. « Un contrat de courtage encourt la nullité pour absence de cause s'il ne procure aucun service effectif », obs. sous Cass. com. 24 juin 2014, n°12-27908, AJCA 2014, p. 280 et s.
11. « La cession de l'intégralité des parts sociales n'empêche pas cession d'une position contractuelle de la société », obs. sous Cass. com. 3 juin 2014, n°13-21345, AJCA 2014, p. 228 et s.
10. « QPC portant sur l'interprétation d'une disposition législative et stratégie contentieuse », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 18 juin 2014, n°14-40023, JCP G 2014, 743
9. « Obligation et contribution à la dette : quelle place pour les parts de marché dans la mise en œuvre de la responsabilité civile ? », note sous TGI Nanterre 10 avril 2014 (RG n°12/12349), JCP G 2014, 678
8. « L'imprévisible sanction de l'imprévision par la caducité du contrat suite à la disparition de sa cause », obs. sous Cass. com. 18 mars 2014, AJCA 2014/2, p. 78 et s.
7. « Une relecture hasardeuse du droit des biens à partir de la responsabilité civile du notaire », note sous Cass. civ. 1^{ère} 11 septembre 2013, D. 2013, p. 2507 et s.
6. « Du succès d'une action en revendication postérieure à un bornage amiable », obs. sous Cass. civ. 3^{ème} 23 mai 2013, JCP G 2013, 668
5. « Liberté contractuelle et droits réels » (avec M. JULIENNE), note sous Cass. civ. 3^{ème} 31 octobre 2012, *Maison de Poésie*, n°11-16304, RLDC 2013/101, p. 7 et s.
4. « Questions naïves sur la règle de non-option entre responsabilités contractuelle et délictuelle », note sous Cass. civ. 1^{ère} 28 juin 2012, n°10-28492, JCP G 2012, 1069
3. « Compensation for emotional Distress ? Human Sentiments challenging Tort Law Principles », perspectives françaises sous OGH (Cour de cassation autrichienne) 12 avril 2011, *European Review of Private Law* 2012/2, p. 629 et s.
2. « Les règles du jeu de la concurrence », note sous Cass. com. 4 octobre 2011, LPA 2012/53, p. 8 et s.
1. « Mariage et transsexualisme : premier temps d'une nouvelle valse-hésitation », note sous TGI Brest 15 décembre 2011, JCP G 2012, 100

1^o) Notes / Entscheidungsanmerkungen

33. « L'article 1413 du Code civil à l'épreuve des exigences constitutionnelles de logement décent et de responsabilité personnelle : solution acceptable mais motivation contestable ! », note sous Cass. civ. 1^{ère} 31 janvier 2024, n°23-18.056, RJPF 2024/3, p. 26-28
32. « Recel de communauté et SCI en formation : la référence à l'immatriculation n'emporte pas la conviction », note sous Cass. civ. 1^{ère} 17 janv. 2024, n° 22-11.303, RJPF 2024/3, p. 24-25
31. « Participation aux acquêts : comment évaluer le bien (professionnel) amélioré par l'industrie de son propriétaire ? », note sous Cass. civ. 1^{ère} 13 déc. 2023, n° 21-25.554, RJPF 2024/2, p. 18-21
30. « Stock-options et travaux sur un immeuble démembré : deux ingrédients pour une liquidation », note sous Cass. civ. 1^{ère} 25 oct. 2023, n° 21-23139, RJPF 2024/1, p. 27-31
29. « Foire aux questions sur le logement de famille », RJPF 2023/09, p. 27-34
28. « Du périmètre de la contribution aux charges du mariage : exit tout financement d'un immeuble à usage familial sous forme de capital ! », sous Cass. civ. 1^{ère} 5 avril 2023, n°21-22.296, RJPF 2023/06, p. 25-27
27. « Financement d'une acquisition immobilière indivise par des deniers personnels : exit les articles 214 et 815-13 du Code civil ! », note sous Cass. civ. 1^{ère} 26 mai 2021, n° 19-21.302, RJPF 2021/07, p. 29- 32
26. « Précision sur la cession des droits indivis entre cohéritiers indivisaires », note sous Cass. civ. 1^{ère} 4 nov. 2020, n° 19-13.267, RJPF 2021/01, p. 40-43
25. « Demande en partage du logement familial indivis par le créancier d'une caution séparée de biens : l'article 215, alinéa 3 serait hors-jeu... », note sous Cass. civ. 1^{ère} 16 sept. 2020, n°19-15.939, RJPF 2020/11, p. 33 et s.
24. « Clause de contribution aux charges du mariage : la procédure et le fond en miroir », note sous Cass. civ. 1^{ère} 13 mai 2020, n° 19-11144, RJPF 2020/7-8-9, p. 23 et s.
23. « Aspects procéduraux et matériels de l'action en nullité contre une donation de somme d'argent intentée par un héritier du donateur commun en biens » (avec Cl.-M. Pégliion-Zika), note sous Cass. civ. 1^{ère} 6 novembre 2019, n° 18-23913, RJPF 2020/2, p. 5 et s.
22. « Participation aux acquêts : le divorce emporte révocation de plein droit d'une clause d'exclusion des biens professionnels ! », note sous Cass. civ. 1^{ère} 18 déc. 2019, n°18-266337, RJPF 2020/2, p. 35 et s.
21. « Financement d'un immeuble indivis à usage familial et obligation de contribuer aux charges du mariage : (r)évolution en vue ? », note sous Cass. civ. 1^{ère} 3 octobre 2019, n°18-20828, RJPF 2019/12, p. 22 et s.
20. « Précision sur la qualification de propre par accessoire et de partage de communauté frauduleux », note sous Cass. civ. 1^{ère} 11 juillet 2019, n°18-20235, RJPF 2019/10, p. 43 et s.
19. « La clause d'attribution intégrale de la communauté au conjoint survivant vidant le patrimoine du défunt ne dispense pas d'ouvrir la succession ! », note sous Cass. civ. 1^{ère} 3 avril 2019, n°18-13890, RJPF 2019/5, p. 27 et s.

18. « Le JAF partage son pouvoir de qualification des biens avec le TGI et devrait intégrer les créances antérieures au mariage à la liquidation du régime ! », note sous Cass. civ. 1^{ère} 19 décembre 2018, n°17-27145 et 30 janvier 2019, n°18-14150, RJPf 2019/3, p. 28 et s.
17. « Remboursement d'un prêt contracté sans le consentement de l'époux et attribution de la communauté au conjoint survivant : quels débiteur(s) et biens saisissables ? », note sous Cass. civ. 1^{ère} 5 décembre 2018, n°16-13323, RJPf 2019/1, p. 31 et s.
16. « Le notaire doit-il mettre les futurs époux en garde contre l'adoption d'un certain (type de) régime matrimonial ? », note sous Cass. civ. 1^{ère} 3 octobre 2018, n°16-19619, RJPf 2018/11, p. 30 et s.
15. « Disproportion du cautionnement souscrit par un époux commun en biens avec le consentement du conjoint : solution constante, motivation irritante ! », note sous Cass. com. 6 juin 2018, n°16-26182, RJPf 2018/9, p. 29 et s.
14. « Le régime primaire est-il vraiment impératif ? Quand les statuts d'une SCI évincent l'article 215, alinéa 3, du Code civil », note sous Cass. civ. 1^{ère} 14 mars 2018, n°17-16482, RJPf 2018/5, p. 33 et s.
13. « Disproportion du cautionnement ? Prise en compte des biens non engagés de la caution ! », note sous Cass. civ. 1^{ère} 15 avril 2017, n°16-10504, RJPf 2018/3, p. 31 et s.
12. « L'article 1403, alinéa 2, du Code civil n'est pas d'ordre public... vraiment ? », note sous Cass. civ. 1^{ère} 13 septembre 2017, n°16-23684, RJPf 2017/11, p. 28 et s.
11. « L'influence du régime matrimonial de la caution sur l'appréciation de la disproportion de son engagement », note sous Cass. civ. 1^{ère} 22 février 2017, n°15-14915, RJPf 2017/4, p. 33 et s.
10. « Nullité d'une convention d'adoption de communauté universelle et action en retranchement : pas de concentration des prétentions ! », note sous Cass. civ. 1^{ère} 7 décembre 2016, n°16-12216, RJPf 2017/2, p. 34 et s.
9. « Avocat-expert non assermenté et ingratitude contre une personne morale dirigée par le donateur », note sous Cass. civ. 1^{ère} 19 octobre 2016, n°15-25879, RJPf 2016/12, p. 30 et s.
8. « Application dans le temps de la loi du 26 mai 2004 et sort des avantages matrimoniaux », note sous Cass. civ. 1^{ère} 6 juillet 2016, n°15-16408, RJPf 2016/10, p. 28 et s.
7. « Jouissance privative du logement conjugal et indemnité d'occupation : quand le droit du divorce perturbe celui de l'indivision », note sous Cass. civ. 1^{ère} 11 mai 2016, n°15-15837, RJPf 2016/7-8, p. 29 et s.
6. « La frontière entre participation aux acquêts et communauté légale à l'épreuve d'une acquisition immobilière par un indivisaire », note sous Cass. civ. 1^{ère} 31 mars 2016, n°14-24556, RJPf 2016/6, p. 29 et s.
5. « Partage de l'indivision provoqué par un créancier personnel de l'indivisaire », note sous Cass. civ. 1^{ère} 13 janvier 2016, n°14-29534, RJPf 2016/3, p. 31 et s.
4. « La qualification de bien propre est-elle à la disposition des époux ? », note sous Cass. civ. 1^{ère} 23 septembre 2015, n°14-20168, RJPf 2015/11, p. 22 et s.
3. « Soulte consécutive à l'attribution préférentielle d'un bien indivis et révocation d'une donation entre époux », note sous Cass. civ. 1^{ère} 10 juin 2015, n°14-15615, RJPf 2015/9, p. 32 s.
2. « Acquisition immobilière indivise et fiction de contribution aux charges du mariage », note sous Cass. civ. 1^{er} avril 2015, n°14-14349, RJPf 2015/6, p. 28 s.
1. « Loi applicable au régime matrimonial et détermination de la volonté hypothétique des époux », note sous Cass. civ. 1^{ère} 28 janvier 2015, n°14-11273, RJPf 2015/4, p. 27 et s.

2°) Brèves / kurze Entscheidungsanmerkungen

55. « L'action de in rem verso ne peut pallier la carence du demandeur dans la preuve des faits nécessaire au bien-fondé de la demande principale », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 1^{re} janvier 2024, n°22-10.278, RJPF 2024/02, p. 20
54. « Qu'est-ce qu'un projet de liquidation du régime matrimonial au sens de l'article 255, 10° du Code Civil ? », obs. sous Cass. civ. 2^{ème} 21 sept. 2023, n°21-25.456, RJPF 2024/02, p. 21
53. « Article 215, alinéa 3, du Code civil : seulement pour l'acte portant atteinte à la jouissance du logement pendant le mariage ? », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 22 juin 2022, n° 20-20.387, RJPF 2022/10, p. 31- 32
52. « Les créances entre époux relèvent-elles de la prescription de droit commun ou de l'imprescriptibilité de l'action en partage ? », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 18 mai 2022, n° 20-20725, RJPF 2022/07/08, p. 28-29
51. « Interruption de la prescription et action en justice : « assigner » n'est pas nécessairement « demander » ! », obs. sous Cass. civ. 1^{ère}, 18 mai 2022, n°20-22.234, RJPF 2022/07/08, p. 29
50. « Les biens d'une SCI ne peuvent dépendre de la communauté de l'un des associés », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 2 mars 2022, n° 20-20.278, RJPF 2022/05 p. 33
49. « Saisie sur compte joint et époux non consentant au sens de l'article 1415 du Code Civil » ; obs. sous CA Douai, 3 mars 2022, n°21/04996, RJPF 2022/05, p. 33
48. « L'époux du condamné et le bien commun confisqué : qui refuse de concevoir la communauté pour ce qu'elle est, doit accepter une solution compliquée ! », obs. sous Cass. crim. 30 mars 2022, n°21-82.217, RJPF 2022/05, p. 30-32
47. « Le régime général des obligations au secours de tensions nées du croisement des régimes matrimoniaux avec les procédures collectives », obs. sous Cass. Com., 2 févr. 2022, n°20-18.791, RJPF 2022/04, p. 31-33
46. « L'espérance légitime d'indemnisation d'un concubin constructeur douchée par une norme jurisprudentielle nouvelle », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 9 févr. 2022, n°20-22.533, RJPF 2022/04, p. 34
45. « Apport en capital de deniers personnels : de l'importance d'une convention dédiée à la contribution aux charges du mariage », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 9 févr. 2022, n°20-14.272, RJPF 2022/04, p. 35
44. « Responsabilité notariale : la sous-évaluation d'un immeuble n'est pas nécessairement fautive », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 6 octobre 2021, n°19-23.507, RJPF 2021/12, p. 31
43. « Concubinage, SCI et acquisition immobilière : pas de société créée de fait ipso jure », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 12 mai 2021, n°19-10.667, RJPF 2021/07
42. « Créance antérieure au mariage : ce qui est caché au notaire ne sera pas entendu par le juge ! », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 26 mai 2021, n° 19-23.723, RJPF 2021/07, p. 32
41. « Remboursement d'un prêt immobilier et obligation d'aide matérielle entre partenaires : enseignements et perspectives », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 27 janv. 2021, n° 19-26.140, RJPF 2021/03, p. 39-42
40. « Quand une évolution « prévisible » du droit rend illégitimes les attentes des avantages matrimoniaux », obs. sous Cons. Const. QPC, 29 janv. 2021, n°2020-880, RJPF 2021/03, p. 42
39. « Présomption irréfragable de contribution aux charges du mariage : interdiction de prouver l'insuffisance ou l'excès ! », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 18 novembre 2020, n°19-15.353, RJPF 2021/01, p. 30-31
38. « Acquisition indivise d'un immeuble soumis au régime de la copropriété en séparation de biens : quelle réparation des charges », obs. sous Rép. Min. à QE n°29382, JOAN Q. 30 juin 2020, p. 4595, RJPF 2020/11, p. 35

37. « Vente de domicile conjugal avant le divorce par consentement mutuel : quid de l'affectation du prix de vente et du droit de partage », obs. sous Rép. Min. à QE n°10159, JOAN Q. 1^{er} sept. 2020, p. 5757, RJPF 2020/11, p. 35
36. « Clause d'exclusion des biens professionnels en participation aux acquêts : celui qui attend n'est pas pressé ! », Réponse ministérielle à QE n°14362 (JO Sénat 28 mai 2020 p. 2446), RJPF 2020/9, p. 27
35. « Le juge et le notaire : quand l'exigence de méthode simplifiée la motivation et le manque de cohérence oblige à l'indemnisation », obs. sous CA Montpellier, 6 février 2020, RG n° 16/01356, RJPF 2020/04, p. 33 et s.
34. « Possibilité d'aménagement contractuel de la participation aux acquêts et exigence de pédagogie notariale », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 26 février 2020, n°18-25115, RJPF 2020/04, p. 32 et s.
33. « Tout apport à la communauté n'appauvrit pas une masse propre ! », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 3 octobre 2019, n°18-20430, RJPF 2019/12, p. 24
32. « Affectation des sommes prélevées sur la communauté par un époux : information à première demande ! », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 11 juillet 2019, n°18-21574, RJPF 2019/10, p. 46
31. « Étendue de la créance de salaire différé et subsidiarité de l'action de in rem verso », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 29 mai 2019, n°18-18376, RJPF 2019/7-8, p. 47
30. « La protection du logement démembré n'est plus assurée après le décès du conjoint ! », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 22 mai 2019, n°18-16666, RJPF 2019/7-8, p. 47
29. « Du nouveau sur la portée de la clause de contribution quotidienne aux charges du mariage en cas d'acquisition immobilière ? », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 20 mars 2019, n°18-14571, RJPF 2019/5, p. 29
28. « L'article 215, alinéa 3 serait applicable à une demande en partage de bien indivis », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 3 avril 2019, n°18-15177, RJPF 2019/5, p. 29
27. « Non-paiement de l'indemnité de jouissance privative : motif possible d'expulsion de l'indivisaire occupant par le juge des référés », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 30 janvier 2019, n°18-12403, RJPF 2019/3, p. 31
26. « Retrancher n'est pas partager : de la distinction entre régime matrimonial et succession », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 19 décembre 2018, n°18-10244, RJPF 2019/3, p. 31
25. « Gage du créancier d'un époux marié avec clause d'attribution intégrale de la communauté au conjoint : les propres dévolus par succession aussi ! », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 3 octobre 2018, n°17-21231, RJPF 2017/9, p. 28
24. « Contradiction et clause de contribution journalière aux charges du mariage : une cassation pour la gloire ? », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 27 juin 2018, n°17-18110, RJPF 2018/9, p. 31 et s.
23. « Peut-on changer de régime matrimonial par simple accord procédural ? », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 4 juillet 2018, n°17-21635, RJPF 2018/9, p. 31
22. « Peut-on concevoir une instance sans juge ? L'instance en partage à l'épreuve d'une interruption de prescription », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 7 avril 2018, n°16-28686, RJPF 2018/5, p. 36
21. « Un occupant sans titre ne peut revendiquer la protection de l'article 215, alinéa 3 du Code civil contre un tiers propriétaire », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 7 février 2018, n°17-10367, RJPF 2018/5, p. 35 et s.
20. « Restitution d'une somme indûment perçue par un époux après la séparation d'un couple en instance de divorce : compétence exclusive du JAF ! », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 12 juillet 2017, n°16-20482, RJPF 2017/9, p. 28
19. « Appréciation de la fraude justifiant l'annulation d'une convention d'apport en communauté de parts d'une SCI propres à un époux », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 22 mars 2017, n°16-10601, RJPF 2017/6, p. 38

18. « Brèves remarques sur le recel de communauté », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 22 mars 2017, n°16-12821, RJPF 2017/6, p. 37
17. « Le juge du divorce n'est pas tenu de désigner un notaire pour liquider une communauté », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 1^{er} février 2017, n°16-11396, RJPF 2017/4, p. 36
16. « Irrecevabilité d'une demande dont le fondement était apparu avant le rapport du juge tranchant les (autres) difficultés liquidatives », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 7 décembre 2016, n°15-27576, RJPF 2017/2, p. 37
15. « Calcul de la récompense due au titre d'un achat immobilier et impossibilité morale de prouver par écrit l'existence d'un prêt », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 19 octobre 2016, RJPF 2016/12, p. 33
14. « Nature de l'indemnité de jouissance de l'article 815-9 du code civil », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 19 octobre 2016, n°15-25329, RJPF 2016/12, p. 33
13. « L'impossible remise en cause du projet d'état liquidatif accepté sans réserve par des époux informés », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 6 juillet 2016, n°15-19056, RJPF 2016/10, p. 30
12. « L'activité personnelle de l'indivisaire gérant n'est pas une dépense d'amélioration au sens de l'article 815-13 du code civil », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 13 juillet 2016, n°15-21985, RJPF 2016/10, p. 30
11. « Assurance-vie souscrite au bénéfice de l'époux commun en biens : pas de réintégration à la communauté du capital constitué par les deniers communs », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 25 mai 2016, n°15-14737, RJPF 2016/7-8, p. 31
10. « Du devoir de statuer sur l'attribution préférentielle d'un bien même en l'absence d'information sur sa valeur », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 16 mars 2016, n°15-14822, RJPF 2016/6, p. 31
9. « Recevabilité d'une prétention nouvelle en appel dans le cadre d'une action en partage », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 27 janvier 2016, n°14-29937, RJPF 2016/3, p. 33
8. « Inapplicabilité du régime des créances entre époux en cas de paiements postérieurs à la dissolution de la communauté », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 4 novembre 2015, n°14-11845, RJPF 2016/1, p. 29
7. « L'absence d'influence du régime matrimonial sur le jeu de la compensation », obs. sous Cass. civ. 25 novembre 2015, n°14-14003, RJPF 2016/1, p. 28
6. « L'influence du régime matrimonial sur l'appréciation de la disproportion du cautionnement », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 25 novembre 2015, n°14-24800, RJPF 2016/1, p. 28
5. « Inégalité du partage résultant des modalités de paiement de la prestation compensatoire et devoir de conseil du notaire », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 9 juillet 2015, n°14-17666, RJPF 2015/11, p. 24
4. « L'indivision comme régime matrimonial de substitution », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 10 juin 2015, n°14-14599, RJPF 2015/9, p. 33
3. « La prestation compensatoire n'est pas une liquidation anticipée de la communauté ! », obs. sous CA Bastia, 1^{er} avril 2015, RG n°13/00825, RJPF 2015/6, p. 30
2. « Lésion : le remboursement d'une dette commune pris en charge par un époux fait partie du passif de la masse partageable », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 18 mars 2015, n°14-10730, RJPF 2015/6, p. 30
1. « Du paiement d'une dette commune postérieur à la dissolution de la communauté », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 28 janvier 2015, n°13-28493, RJPF 2015/4, p. 28

C- CHRONIQUE DE DROIT DES BIENS (GAZETTE DU PALAIS, DEPUIS 2020)

50. « Demande en suppression d'un syndicat secondaire : le syndicat principal doit se taire ! », obs. sous Cass. civ. 3^{ème} 30 nov. 2024, n°22-21579, GPL juin 2024, n° 466a1

49. « Répartition illégale des charges de copropriété : réfaction judiciaire impérative du règlement ! », obs. sous Cass. civ. 3^{ème} 25 janv. 2024, n°22-22036, GPL juin 2024, n° 464a0
48. « Servitude de cour commune : construction, démolition... et proportion ? », obs. sous Cass. civ. 3^{ème} 28 mars 2024, n°22-13993, GPL juin 2024, n° 463z5
47. « Abus de confiance et détournement de l'immeuble : un revirement trop brutal ? », obs. sous Cass. crim. 13 mars 2024, n°22-83689, GPL juin 2024, n° 463z1
46. « Champagne et succession : l'obligation de rapport et la Constitution », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 14 févr. 2024, n°23-19059, GPL juin 2024, n° 463z0
45. « Liquidation d'astreinte et droit au respect des biens : la disproportion doit être discutée ! », obs. sous Cass. civ. 2^{ème} 9 nov. 2023, n°21-25582 et n°22-15810, GPL juin 2024, n° 463y9
44. « Bornage sur bornage ne vaut ! », obs. sous Cass. civ. 3^{ème} 28 mars 2024, n°22-16473, GPL juin 2024, n° 463y7
43. « Scène de la vie familiale : l'actio en remboursement de l'article 555 du Code civil à l'épreuve du divorce », obs. Sous Cass. civ. 3^{ème} 21 sept. 2023, n°222-15359, GPL nov. 2023, n°456s3
42. « De l'entêtement en fait d'empiètement : l'exception française a-t-elle un avenir ? », obs. Sous Cass. civ. 3^{ème} 21 sept. 2023, n°22-15340, GPL nov. 2023, n°456s4
41. « « Coupez ces branches que je ne veux plus voir » ! Innocentes pensées sur l'article 673 du Code civil », obs. Sous CA Toulouse, 1^{ère} ch., sect. 1, 3 oct. 2023, n°21/04100, GPL juin 2023, n°456s5
40. « Faut-il appliquer une clause réputée non écrite tant qu'il n'a pas été formellement demandé de la juger non écrite ? », obs. Sous Cass. civ. 3^{ème} 6 juillet 2023, n°22-18697, GPL nov. 2023, n°456t0
39. « Conventionnalité du point de départ du délai de contestation des décisions d'assemblée générale de copropriété », obs. Cass. civ. 3^{ème} 29 juin 2023, n°21-21708, GPL nov. 2023, n°456u3
38. « Les actes de possession accomplis par un indivisaire sont-ils « en principe » équivoques ? », obs. sous Cass. civ. 3^{ème} 9 nov. 2022, n°21-16449, GPL juin 2023, n°450e7
37. « L'usucapion par une personne publique : réflexions sur le principe « specialia generalibus derogant », obs. Sous Cass. civ. 3^{ème} 4 janv. 2023, n°21-18993, GPL juin 2023, n°450e8
36. « Perte d'ensevelissement : la maison n'est pas détruite, mais le compte est débité ! », obs. Sous CA Colmar, 1^{er} déc. 2022, n°20/02984, GPL juin 2023, n°450e9
35. « Quand l'hermine défend la poule : l'exigeante anormalité du trouble de caquètement », obs. Sous CA Metz, 26 janv. 2023, n°21/01098, GPL juin 2023, n°450f0
34. « Réaction à un « empiètement » entre contractants : attention à la prescription ! », obs. Sous Cass. civ. 3^{ème} 8 févr. 2023, n°21-20535, GPL juin 2023 n°450f2
33. « Opposabilité des droits réels : le rayonnement de la publicité foncière précisément circonscrit ! », obs. Sous Cass. civ. 3^{ème} 14 déc. 2022, n°21-24785, GPL juin 2023, n°450f5
32. « Circulation de l'usufruit : qui est l'usufruitier dont la mort éteint le droit ? », obs. Sous Cass. civ. 1^{ère} 5 janv. 2023, n°21-13966, GPL juin 2023, n°450g1
31. « Des actes de possession sur un terrain non déclassé et violant des règles d'urbanisme demeurent utiles pour prescrire », obs. Sous Cass. civ. 3^{ème} 21 sept. 2022, n° 21-17409, GPL nov. 2022 n°442y7
30. « Usucapion : date d'acquisition de la propriété et identité du défendeur à la revendication », obs. sous Cass. civ. 3^{ème} 6 juillet 2022, n°20-23132, GPL nov. 2022, n°442y8
29. « Suppression de droit de l'empiètement : réticences chez les juges du fond ! », obs. Sous CA Aix-en-Provence, ch. 1-5, 29 sept. 2022, n° 19/12485, GPL nov. 2022, n° 442y9

28. « Brouillard sur la nature juridique du partage et son lien avec la clause de préciput comme technique attributive », obs. Sous TJ Lille, 4 avril 2022, n°20/03477, GPL nov. 2022, n°442z0
27. « De la distinction entre préjudice et restitution exclusive de responsabilité du notaire en copropriété », obs. Sous Cass. civ. 3^{ème} 12 oct. 2022, n°20-22911, GPL nov. 2022, n°442z1
26. « Seuls les coindivisaires des parties communes spéciales peuvent se prononcer sur leur aliénation ! », obs. Sous Cass. civ. 3^{ème} 1er juin 2022, n°21-16232, GPL nov. 2022, n°442z2
25. « Le syndicat des copropriétaires : un non-professionnel qui voulait être consommateur », obs. Sous Cass. civ. 3^{ème} 28 sept. 2022, n° 21-19829, GPL nov. 2022, n°442z3
24. « Vol de billets fabriqués mais non encore livrés : l'accession écartée par un contrat (translatif) d'entreprise », obs. Sous Cass. civ. 1^{ère} 16 mars 2022, n° 20-13552, GLP juin 2022 n°436y2.
23. « L'opposition d'une acquisition de mitoyenneté n'est pas subordonnée à sa publicité », obs. Sous Cass. civ. 3^{ème} 30 septembre 2021, n°20-18778, GPL juin 2022 n°436y3
22. « Rénovation d'un bâtiment acquis : l'article 555 du Code Civil n'est pas applicable », obs. sous Cass. civ. 3^{ème} 9 sept. 2021, n°20-15713, GPL juin 2022 n°436y4
21. « Troubles anormaux du voisinage : responsabilité du propriétaire actuel du fonds même pour un trouble apparu antérieurement à l'acquisition », obs. Sous Cass. civ. 3^{ème} 16 mars 2022, n°18-23954, GPL juin 2022, n°436y5
20. « Le chien qui convoitait les poules du voisin : risques et nuisances, mais point de trouble anormal ! », obs. sous CA Limoges, 13 avril 2022, n°21/00657, GPL juin 2022, n°436y6
19. « La destination du père de famille peut valoir titre pour les servitudes discontinues », obs. sous Cass. civ. 3^{ème} 23 mars 2022, n°21-11986, GPL juin 2022, n°436y7
18. « Parties communes : l'existence d'une responsabilité légale du syndicat n'empêche pas de rechercher celle d'un copropriétaire ! », obs. Cass. civ. 3^{ème} 26 janv. 2022, n°20-23614, GPL juin 2022, n°436y8
17. « Bail en copropriété : le droit de jouissance exclusive n'est pas l'accessoire nécessaire des parties privatives du lot ! », obs. Cass. civ. 3^{ème} 23 septembre 2021, n°20-18901, GPL juin 2022, n°436y9
16. « L'usufruitier de parts sociales n'est pas (tout à fait) un associé... », obs. Cass. civ. 3^{ème} 16 février 2022, n°20-15164, GPL juin 2022, n°436z1
15. « Coinvention d'un trésor : l'équité préférée à une définition ? », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 16 juin 2021, n° 19-21567, GPL octobre 2021 n° 427v0.
14. « Article 555 du Code civil : le tiers n'est pas constitué de bonne foi par l'autorisation du propriétaire du sol », obs. Sous Cass. civ. 3^{ème} 15 avril 2021 n°20-13649, GPL octobre 2021, n°427v3
13. « La contribution du juge administratif à la qualification d'immeuble par nature », obs. Sous CE, 9^e et 10^e ch. Réunion, 2 juillet 2021, n°447967, GPL octobre 2021, n°427v4
12. « Recevabilité de la demande de passage fondée sur l'état d'enclave après débouté de celle fondée sur l'existence d'une servitude conventionnelle », obs. Sous Cass. civ. 3^{ème} 25 mars 2021, n°19-20603, GPL octobre 2021, n°427v5
11. « Remboursement d'un emprunt par un indivisaire et créance à l'égard de l'indivision : point de départ du délai de prescription », obs. Sous Cass. civ. 1^{ère} 14 avril 2021, n°19-21313, GPL octobre 2021, n°427v6
10. « Le spectre de la perpétuité du droit réel de jouissance spéciale non viager s'éloigne : une condition n'est pas un terme ! », obs. Sous Cass. civ. 3^{ème} 4 mars 2021, n°19-25167, GPL octobre 2021, n°427v7
9. « Ayants cause d'un même auteur : l'usucapion du propriétaire contre l'acquéreur de la chose d'autrui ? », obs. Sous Cass. civ. 3^{ème} 17 déc. 2020, n°18-24434, GPL mai 2021 n°420z0

8. « La stipulation pour autrui translatrice ? Pas de généralisation hâtive ! », obs. sous Cass. civ. 3^{ème} 12 nov. 2020, n°19-23160, GPL mai 2021, n°420z5
7. « Empiètement évolutif : un arrachage de sapins ... troublant ! », obs. Sous CA Bourges, 26 nov. 2020, n°19/01069, GPL mai 2021, n°420z8
6. « Le trouble anormal du voisinage : une limite au droit de se clore et ... à la liberté d'expression ? », obs. Sous CA Montpellier, 10 déc. 2020, n°19/02758, GPL mai 2021, n°420z9
5. « Un acte d'appropriation par le titulaire d'un droit de jouissance exclusive d'une partie commune est-il concevable ? », obs. Sous Cass. civ. 3^{ème} 22 oct. 2020, n°19-12588, GPL mai 2021, n°421a0
4. « Défendeur à une action en suppression de vue en contexte de copropriété », obs. Sous Cass. civ. 3^{ème} 10 septembre 2020, n°19-13373, GPL mai 2021, n°421a2
3. « Le réputé non-écrit extrajudiciaire : compétence de l'assemblée générale des copropriétaires sans condition de délai ! », obs. Sous Cass. civ. 3^{ème} 10 septembre 2020, n°19-17045, GPL mai 2021 n°421a4
2. « Mécontentement entre usager et propriétaire : pas d'extinction forcée du droit d'usage et d'habitation ! », obs. Sous Cass. civ. 1^{ère} 4 nov. 2020, n°19-15444, GPL mai 2021, n°421a6
1. « Avènement du référé possessoire et premiers éléments de régime : une précision, un avertissement et des hypothèses », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 24 septembre 2020, n°19-16370, GPL mai 2021 n°420y8.

D- CHRONIQUE DE DROITS ETRANGERS (REVUE JURIDIQUE PERSONNES & FAMILLE, DIRECTION A COMPTER DE JANVIER 2018) / MONATLICHE CHRONIK « AUSLÄNDISCHES RECHT » (LEITUNG AB JANUAR 2018)

14. « DIP du divorce et discrimination fondée sur la nationalité : la CJUE appelée à arbitrer un débat doctrinal ! », note sous OGH, 29 sept. 2020, n°9 Ob 43/20v, RJPF 2021/01, p. 50
13. « Accident de ski : la responsabilité des parents du fait de l'enfant est difficile à engager ! », note sous OGH, 26 février 2020, n°3 Ob 226/19k, RJPF 2021/02, p. 50
12. « Retrouve-t-on son honneur en se désistant d'une tentative d'infraction constitutive d'indignité successorale ? », note sous OGH, 24 avr. 2020, n° 2 Ob 100/19y, RJPF 2021/01, p. 48 et s.
11. « Droit au nom vs abolition de la noblesse : équilibre entre réalité historique et apparence sociale », obs. sous VfGH 2 mars 2020, nos E 4050/2019 et E 4590/2019, RJPF 2020/6, p. 43 et s.
10. « Le beau-parent n'est pas un « membre de la famille » au sens du droit de la circulation des personnes », note sous OGH 21 janvier 2020, n°10 Obs 169/19d, RJPF 2020/6, p. 43.
9. « La séparation du couple fait-elle présumer la révocation des libéralités consenties à cause de mort ? », obs. Sous OGH, 29 avril 2019, 2 Ob 192/18 a, RJPF 2020/01, p.51 et s.
8. « Suspension du droit de visite : droit du père contre volonté de l'enfant ? », obs. Sous OGH 24 juillet 2019, n°8 Ob 57/19v, RJPF 2020/01, p. 51 et s.
7. « Peut-on compenser le manque d'investissement d'un père dans l'exercice de son droit de visite par une augmentation de l'obligation alimentaire ? », obs. sous OGH 25 septembre 2019, n°1 Ob 107/19w, RJPF 2020/1, p. 52
6. « La photocopie d'un testament manuscrit annotée de la main du testateur constitue-t-elle un testament olographe valable ? », note sous OGH 25 juillet 2019, n°2 Ob 19/19m, RJPF 2020/1, p. 49 et s.
5. « Modification implicite d'une clause bénéficiaire d'assurance-vie par testament », obs. sous OGH 26 septembre 2018, n°7 Ob 136/18b, RJPF 2019/4, p. 48
4. « Le père étudiant débiteur d'aliments ne paiera qu'à compter de la fin de ses études ! », obs. sous OGH 25 octobre 2018, n°6 Ob 157/18h, RJPF 2019/4, p. 47 et s.

3. « Défaut d’anonymisation d’une décision de justice : aucun examen de l’atteinte aux droits de la personnalité », obs. sous OGH 21 mars 2018, n°1 Ob 22/18v, RJPF 2019/4, p. 47
2. « État civil : reconnaître l’intersexualité au nom de la vie privée ! », note sous VerfGH 14 mars 2018, n°E-2918/2016-29 et 15 juin 2018, n°G-77/2018/9, RJPF 2019/2, p. 49 et s.
1. « Le veuf et l’orphelin : À quel moment s’apprécie le lien familial pour la réparation du préjudice matériel consécutif au décès d’un proche ? », note sous OGH (Cour de cassation autrichienne) 4 mai 2017, n°5Ob41/17s, RJPF 2018/1, p. 50 et s.

E- AVIS DU PARQUET GÉNÉRAL DE LA COUR DE CASSATION / STELLUNGNAHMEN DER GENERALSTAATSANWALTSCHAFT BEIM KASSATIONSHOF

4. « Question prioritaire de constitutionnalité : quel degré d’interventionnisme du juge dans les choix du législateur ? », commentaire de l’avis de l’avocat général Michèle Salvat dans l’affaire de la copropriété du parc Corot, in : R. Salomon (dir.), *Les grandes conclusions du Parquet général de la Cour de cassation*, éd. Panthéon-Assas, 2017, p. 57 et s.
3. « De l’influence de la faute de la victime sur la responsabilité civile du gardien d’un automobile », commentaire de l’avis de l’avocat général Lucien Charbonnier dans l’affaire *Desmares*, in : R. Salomon (dir.), *Les grandes conclusions du Parquet général de la Cour de cassation*, éd. Panthéon-Assas, 2017, p. 193 et s.
2. « L’altérité sexuelle dans le couple marié du Code Napoléon », commentaire de l’avis de l’avocat général Marc Domingo dans l’affaire des mariés de Bègles, in : R. Salomon (dir.), *Les grandes conclusions du Parquet général de la Cour de cassation*, éd. Panthéon-Assas, 2017, p. 381 et s.
1. « Convention internationale et réserve d’ordre public : quel statut pour le mariage pour tous à la française ? », commentaire de l’avis de l’avocat général Jean-Dominique Sarcelet dans l’affaire des mariés de Chambéry, in : R. Salomon (dir.), *Les grandes conclusions du Parquet général de la Cour de cassation*, éd. Panthéon-Assas, 2017, p. 401 et s.

IV- RECENSIONS D’OUVRAGES FRANÇAIS / REZENSIONEN VON FRANZÖSISCHEN WERKEN

2. A.-L. RANDEGGER, *La donation indirecte*, RTD civ. 2024, à paraître.
1. Cl. FRANCOIS, *L’acte juridique irrégulier efficace*, RTD civ. 2018, p. 769 et s.

V- RECENSIONS D’OUVRAGES ÉTRANGERS / REZENSIONEN VON AUSLÄNDISCHEN WERKEN

3. St. HUBER et J. KLEINSCHMIDT, *Die Reform des französischen Haftungsrechts*, ZEuP 2023/31, p. 737-739
2. J. PANNEMANN, *Der deutsch-französische Güterstand der Wahlzugewinnungsgemeinschaft – ein Modell für Europa ?*, RTD civ. 2018, p. 516 et s.
1. B. HÄCKER, *Consequences of impaired Consent Transfer, A Structural Comparison of English and German Law*, RTD civ. 2016, p. 715 et s.

VI- AUTRES / SONSTIGES

6. « Présentation de la Chaire de droit civil français de l’Université de la Sarre », Dalloz 2020 n°21, p. 1224
5. « Claude » : Du droit dans un opéra », in : M. Touzeil-Divina (dir.), *Entre opéra & droit*, préf. J. Lang, Lexisnexis 2020, p. 15, 16

4. « La musique est-elle un bruit comme un autre ? », in : M. Touzeil-Divina (dir.), *Entre opéra & droit*, préf. J. Lang, Lexisnexis 2020, p. 57 et s.
3. « *In memoriam* Suzanne Carval », (avec S. Nérot et J. Ortscheidt), JCP G 2018, 944
2. « Yves Mayaud : un juriste tout en nuances ! » (avec Ch. Dubois et M. Bouchet), *Revue de droit d'Assas* n°12, p. 5 et s.
1. « La vision allemande du cours magistral à l'Université » [Dossier « Des idées pour l'Université »], *Revue de droit d'Assas* n°11, p. 28 et s.

VII- COORDINATION DE COLLOQUES PUBLIES

3. *Les enjeux contemporains de la comparaison juridique* (avec Chr. Gaillhbaud – Nice les 16 et 17 mai 2024), SLC 2025 à paraître
2. *Regards comparés sur les enjeux contemporains du droit des personnes et de la famille*, (avec L. Leveneur – Cour de cassation le 8 octobre 2021), RJPF janvier 2022, n°1
1. *La responsabilité civile des professionnels du droit*, (avec A. Hyde – Université de Rouen le 3 octobre 2019), RLDC 2020 n°3